

## Sommaire

- 1 Editorial
- 2 Beyrouth et son Observatoire urbain
- 3 SFAX - Tunisie - La coopération franco-tunisienne sur le projet Taparura
- 4 L'Observatoire urbain d'Istanbul, une présence francophone à Istanbul
- 5-6 Les métropoles arabes maîtriseraient-elles mieux leur croissance ?
  - Publications
- 7 DCT/ILO : le bureau du développement local et urbain
  - Séminaires
- 8 Nouvelles de la coopération



D'après la revue Méditerranée : tome 70 n° 1-2, 1990

## Villes méditerranéennes

L'élaboration de politiques urbaines et de stratégies de gestion locale exige une connaissance du fonctionnement global des villes dépassant le cadre des monographies géographiques ou sociologiques du phénomène urbain.

De nombreuses institutions françaises, en France ou dans les pays du Sud, travaillent sur la connaissance des villes en développement, en liaison avec des chercheurs, des experts et des professionnels du Sud.

Plusieurs de ces institutions s'intéressent particulièrement aux villes arabes et méditerranéennes. On peut citer tout particulièrement le Centre d'études et de recherches sur l'urbanisation du monde arabe, Urbama, Unité de recherches associée au CNRS implantée à l'université de Tours, pionnière en ce domaine et qui a su créer un réseau de chercheurs tant au nord qu'au sud de la Méditerranée, et développer des relations avec les centres de recherche français installés dans le monde arabe et dépendant du ministère des Affaires étrangères dont l'Observatoire urbain du Centre d'Etudes et de Recherches sur le Moyen-Orient contemporain de Beyrouth et l'Observatoire urbain de l'Institut français d'études anatoliennes à Istanbul.

En outre, au travers de projets de coopération, des bureaux d'études, des entreprises, des experts indépendants et des assistants techniques contribuent, en liaison avec leurs partenaires locaux, à la connaissance d'une ville sur le plan urbanistique, institutionnel, financier, souvent en vue de lancer ensuite un projet d'aménagement ou d'équipement.

Les données rassemblées, les connaissances acquises n'ont toutefois d'intérêt que si elles sont échangées, communiquées, discutées, entre chercheurs, experts, professionnels du Nord et du Sud.

L'activité de documentation et d'information sur les villes en développement au sein de l'ISTED a précisément pour vocation de promouvoir ces échanges. En tout premier lieu par ce bulletin qui en quelque 40 numéros depuis 1988 a su trouver un public international attentif. Largement ouverte au public, tant professionnel que de la recherche, la bibliothèque assure par ailleurs un rôle fondamental de diffusion des informations recueillies à leur source : rapports d'études et de recherche, thèses... Enfin, plus récemment, l'ISTED a développé un site web consacré à l'ensemble des secteurs d'activités de transport, routes, ville, sur lequel, outre des informations d'actualité, sont placées deux banques de données, l'une consacrée aux compétences des collectivités locales dans le monde, l'autre aux autorités organisatrices de transport en Europe, développées en partenariat avec des membres publics et privés de l'association.

Ce numéro présente quelques exemples de recherche urbaine française sur les villes méditerranéennes. ■

Françoise Reynaud,  
ISTED - Villes en développement

# Beyrouth et son Observatoire urbain

par Eric Huybrechts, Directeur de l'Observatoire

***Beyrouth (1.650.000 habitants sur 205 km<sup>2</sup> urbanisés) placée hors des grands flux d'échanges mondiaux, se redéveloppe rapidement après quinze années de guerre malgré un contexte régional encore instable et cloisonné.***

La reconstruction porte sur de grandes infrastructures et de grandes opérations d'aménagement urbain (centre-ville : 4,69Mm<sup>2</sup>, banlieue sud : 6,5Mm<sup>2</sup>, deux remblais nord : 3,6Mm<sup>2</sup> de planchers prévus). Dans les quartiers péricentraux, des villas avec jardins côtoient des immeubles de 15 étages. En banlieue, des quartiers atteignent des densités de 600 hab/ha, parfois 1600 hab/ha dans certains îlots ; des quartiers irréguliers et denses jouxtent des quartiers de standing. Ailleurs, des logements et des industries s'implantent sur des espaces agricoles ou naturels. Le paysage urbain résultant est complexe et l'impression de chaos est renforcée par un site de montagnes en bord de mer. L'agglomération beyrouthine, avec 80 hab/ha, a une densité proche de celle d'Athènes (79) ou Barcelone (85), mais plus élevée que celles d'autres villes portuaires de la Méditerranée comme Istanbul (34), Marseille (58) ou Naples (34).

Aujourd'hui, la connaissance sur Beyrouth reste limitée, malgré un renforcement récent de la recherche sur la ville : depuis quatre ans, environ deux ouvrages scientifiques paraissent chaque année sur cette ville. L'Observatoire de recherches sur Beyrouth et la reconstruction, créé en 1991 au sein du Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain (CERMOC, min. des Affaires étrangères français), est structuré spécifiquement pour la recherche urbaine et sur l'aménagement au Liban. Il collabore avec d'autres organismes qui s'intéressent à cette ville (universités au Liban, Institut français d'urbanisme, URBAMA,

GREMMO...). Quatre axes de recherches orientent ses activités.

## **Aménagement du territoire et environnement**

Les questions d'aménagement du territoire ont été abordées à plusieurs reprises depuis 50 ans au Liban à la suite de crises (tremblement de terre, affrontements civils, conflits avec les combattants palestiniens, guerres...). Depuis peu, la redynamisation des structures municipales (premières élections depuis 35 ans) mobilise de nouveaux acteurs et change les rapports entre les échelons local et national dans les prises de décision sur l'aménagement. Par ailleurs, l'administration centrale met en place des réflexions sur la prise en compte de l'environnement sur de grands espaces (littoral, plaine centrale, territoire national). Dans ce contexte, le programme de recherches pluridisciplinaire sur l'interface entre urbanisation et agriculture sur le littoral au Liban (1998-2000), dirigé par Joe Nasr, regroupe des chercheurs et des praticiens de l'aménagement. L'Observatoire s'intéresse ici aux questions liées à la mutation des espaces et à l'économie foncière dans les espaces périurbains des villes de la côte libanaise, sites qui supportent les plus fortes pressions d'urbanisation au Proche-Orient.

## **Politiques et pratiques urbaines**

Les politiques spatiales à l'oeuvre (urbanisme, équipements et infrastructures...) ont

des conséquences importantes sur les transformations de l'espace et les pratiques urbaines. Les recherches sur les capacités et les limites des acteurs dans la transformation des espaces, leurs rapports avec leur environnement, visent à traduire la relation d'une société avec ses territoires. Le programme de recherche sur la reconstruction et la réconciliation au Liban, associant une quinzaine de chercheurs et de doctorants d'universités françaises et libanaises a permis de mesurer certains effets de politiques menées depuis la sortie de la guerre sur la recomposition de la société et des espaces, en analysant des lieux publics, des négociations sur la reconstruction ainsi que le renouement du lien social.

## **Beyrouth métropole**

La recherche sur Beyrouth porte souvent sur des échelles ou des thèmes restreints. Des réflexions d'échelle métropolitaine recadrent ces travaux et situent les problématiques beyrouthines par rapport à celles d'autres métropoles. Des indicateurs, établis à partir de statistiques localisées, sont régulièrement publiés dans la Lettre d'information de l'Observatoire : densités, centralités, économie urbaine, dynamiques spatiales... Des données à l'échelle des municipalités ont aussi été intégrées dans un système d'information géographique en cours de constitution. Un programme de recherches sur la métropolisation de Beyrouth a été mis en place (1999-2000) qui porte sur l'ensemble

de la métropole, ses limites, sa structure interne, ses centralités, son économie, ses dynamiques spatiales, ses réseaux internes et ses relations avec son hinterland et les autres métropoles du Proche-Orient. Ce programme réunit des chercheurs et des praticiens de l'aménagement.

## **Urbanité et identités**

La structure politique du pays et le récent conflit confortent la prise en compte des questions identitaires dans les travaux de recherches individuels. Cependant, de nombreux indices montrent l'émergence de nouvelles pratiques urbaines, signes d'une structuration en cours de la société différente de celle de la période de la guerre. Ainsi, des espaces impraticables auparavant (lignes de démarcation, zones minées...) retrouvent leur dimension d'urbanité et de mixité sociale. Les mouvements pendulaires quotidiens reprennent leur logique métropolitaine sur des distances de plus en plus grandes au détriment de la logique issue des microterritoires sous emprise milicienne observée pendant la guerre. De nombreux travaux individuels de recherches sont confrontés dans des séminaires méthodologiques.

## **Structurer le développement de la connaissance**

Pour favoriser l'émergence de la connaissance sur la ville et l'aménagement au Liban, un réseau de chercheurs et d'acteurs de l'aménagement a été mis en place. Les travaux de terrain des chercheurs et les réflexions qui les accompagnent apportent une connaissance fine de la ville qui est partagée dans le cadre d'un séminaire méthodologique. Une information est régulièrement

diffusée sur ces questions par la Lettre de l'Observatoire et par le site WEB du CERMOC (<http://www.lb.refer.org/cermoc>). Un cycle mensuel de conférences et des tables-rondes sont organisés pour faire émerger le débat scientifique et technique sur l'aménagement au Liban. En appui à ces activités, le CERMOC dispose d'une bibliothèque et d'une cartothèque spécialisées (18.000 ouvrages ; 2.500 cartes et plans) qui en font le principal centre ressource sur ces questions au Liban aujourd'hui.

Les demandes d'appui pour l'étude d'autres villes de la ré-

gion apparaissent aujourd'hui et l'Observatoire envisage d'étendre son champ d'action à l'ensemble des villes du Proche-Orient. ■

Dernières parutions en français sur Beyrouth ou la reconstruction au Liban:

- El-Achkar E., Réglementation et formes urbaines : le cas de Beyrouth, Cahier du Cermoc n°20, CERMOC, 1998, Beyrouth

- Ruppert H., Beyrouth, une ville d'Orient marquée par l'Occident, traduit de l'allemand par E. Verdeil, Cahier du Cermoc n°21, CERMOC, 1999, Beyrouth

- Reconstruction et réconciliation au Liban, dir. Huybrechts E. et Douayhi C., Cahier du Cermoc n°23, CERMOC, 1999, Beyrouth

Christian Thibault - IAURIF



Chantier du centre ville - Beyrouth

## SFAX - Tunisie - La coopération franco-tunisienne sur le projet Taparura : une coopération entre praticiens méditerranéens

Chantal Guillet, GIE Villes Nouvelles de France

**Sfax est, avec 232 000 habitants (400 000 pour le Grand Sfax), la deuxième ville de Tunisie et un important centre industriel et commercial ; son port, le plus grand du pays, est spécialisé dans l'exportation des phosphates en provenance des grands centres miniers de la région de Gafsa et Metlaoui.**

### Le contexte du projet Taparura

Après l'indépendance, à partir des années 60, la Tunisie a entamé un vaste programme de développement industriel, notamment de transformation des phosphates.

Ainsi à SFAX, la deuxième ville du pays, après l'implantation d'une première usine au sud de la ville au début des années cinquante, une nouvelle unité est installée au nord, en plein centre-ville et en bordure des plages publiques, elle entre en production en 1963. En 1970 une

zone d'activités polluantes est implantée à proximité, également en front de mer.

Pendant 26 ans (l'usine a été fermée en 1989), le littoral a été pollué par divers rejets hydriques et solides et plus particulièrement le phosphogypse : résidu du traitement des phosphates au début rejeté dans la mer puis stocké sur le site en bord de mer (110 ha dont 70 ha organisés en plate-forme de plusieurs mètres de hauteur).

La réhabilitation de ce site est aujourd'hui un projet prioritaire de la Tunisie, classé Projet Prési-

dentiel, **Taparura** est un **projet de dépollution** qui a pour ambition de rendre leurs plages et une mer propre aux sfaxiens: la baignade y est interdite depuis 1978, et un **projet urbain** permettant, par la reconquête du terrain naturel et son extension par remblaiement, l'aménagement de 445 ha en zone de logements et d'équipements collectifs nécessaires à la population -très jeune- de la ville de Sfax.

### La coopération :

La coopération de Villes nouvelles de France sur ce projet a

débuté en 1994 par une rencontre toute à fait fortuite à Paris avec la conseillère du Ministre du Développement Economique, urbaniste convaincue de la nécessité de privilégier l'intérêt général dans cette opération. La similitude avec l'Etang de Berre, autre site de la rive nord de la Méditerranée « sacrifié » dans les années 60 au développement industriel était évidente ; c'est avec l'équipe de l'Etablissement Public de l'Etang de Berre (Epareb), membre du Groupeement qu'a été initiée, avec beaucoup de pugnacité de part et d'autre, cette coopération, financée par le ministère français des Affaires étrangères et l'Agence française de développement. L'équipe de l'Epareb, compétente en matière d'aménagement urbain et de montage institutionnel et financier a été renforcée par des spécialistes (en majorité provençaux) de l'environnement

pour évaluer les études d'impact confiées à un bureau d'études tuniso-hollandais dans les domaines hydrauliques, de confinement du dépôt de phosphogypse et de sa radioactivité (présence de radon).

Les affinités du départ se sont confirmées au sein des deux équipes méditerranéennes, le projet Taparura est régulièrement évoqué à l'Epareb et l'aménagement des rives de l'étang de Berre, notamment les moyens mis en oeuvre par

l'Epareb pour sauvegarder l'environnement, intégrés par les ministères tunisiens responsables du projet et la société d'Etudes et d'aménagement des côtes nord de la ville de Sfax. Les techniciens français font régulièrement des missions d'expertise à Sfax et accueillent en Provence les autorités de Taparura qui rencontrent les responsables de projets urbains et les entreprises françaises spécialisées. Ainsi, depuis cinq ans, Villes nouvelles de France a réalisé différentes études d'ur-

banisme, paysage, institutionnelles et financières et apporté une aide à la décision très appréciée par la maîtrise d'ouvrage tunisienne en accompagnant les travaux du comité de pilotage «Taparura» présidé par les trois ministres du Développement économique, de l'Environnement et de l'Environnement. Les études de faisabilité seront achevées mi-1999 et ce grand projet entrera alors dans sa phase opérationnelle et d'investissements avec, gageons-le, une présence française significative.

## Principales caractéristiques du projet

- Surface totale de la zone : 445 ha
  - Surface totale des terrains créés par dragage et remblaiement : 376 ha
  - Surface des terrains urbanisables : 262 ha
  - Longueur des plages restaurées: 5,3 km
- GIE/Villes Nouvelles de France, Immeuble le Wilson, 221 avenue du Président Wilson, 93210 La Plaine Saint Denis, tél. 33 (0) 1 49 98 17 90, fax 33 (0) 1 49 98 17 91, méf. gievnf@calva.net

# L'Observatoire urbain d'Istanbul, une présence francophone à Istanbul

Philippe-Schmerka Blacher

***Istanbul est sans doute avec Le Caire la plus grande mégapole du bassin méditerranéen, avec près de 10 millions d'habitants, et demeure une ville en perpétuelle croissance, si l'on tient compte des 500 000 nouveaux habitants qui viennent s'y établir chaque année. C'est dans ce contexte de mutation démographique et sociologique que travaille l'Observatoire urbain d'Istanbul.***

L'Observatoire urbain d'Istanbul (OUI) est une cellule de recherche et de documentation au sein de l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA). Il dépend à ce titre du ministère français des Affaires étrangères. Il est situé géographiquement dans les locaux de l'IFEA, bâtiment dans les jardins du Palais de France, autrefois ambassade de France à Constantinople.

L'Observatoire a été inauguré en 1988 par M. Eginard, dirigé par L. Ammour de 1992 à 1996 et est placé depuis 1997, sous la responsabilité scientifique et technique de Philippe-Schmerka BLACHER.

## L'OUI développe plusieurs types d'activités:

1. Accueil de chercheurs (euses) européens, sans distinction de

sexe, d'âge ou de nationalité, dont l'axe de recherche concerne Istanbul ou la Turquie. Ainsi, au cours des trois années précédentes, des recherches ont été menées en urbanisme, sociologie, science-politique, linguistique, géographie, histoire, économie et «gender studies». Pendant le séjour des chercheurs dans notre centre, ils participent aux travaux de l'OUI et poursuivent leurs programmes de recherche toujours en lien avec la ville d'Istanbul ou la Turquie.

2. Sur une base trimestrielle, L'OUI publie le bulletin de l'Observatoire qui, sur une cinquantaine de pages, reprend des textes d'auteurs et une revue de presse turque, quotidienne et thématique. Ce bulletin est distribué gratuitement, et un simple courrier ou méf. à son responsable suffit pour s'inscrire sur la liste des abonnés.

3. Chaque année, l'OUI organise des séminaires, colloques et conférences, dont le planning est défini à l'automne. 1996 a été l'année d'Habitat II, 1997 a été une année riche en échange avec les Observatoires et Instituts des pays voisins (Le Caire, Beyrouth, Tachkent), et les différentes facultés des Universités turques. 1998 a été une année placée davantage sous l'axe sociologique, économique et géographique (urbanisation d'Ankara, les Algériens commerçants à Istanbul, les flux financiers entre l'Allemagne et la Turquie...). 1999 devrait être une année axée en *gender studies*, et sur la place des citoyens dans la ville.

4. Depuis 1997, l'OUI a ouvert un site internet (<http://www.geocities.com/Vienna/6163>) qui reprend l'essentiel de ses activités, et offre une actua-

lisation deux fois par mois de la revue de presse. On retrouve également tous les textes d'auteurs des bulletins publiés, des plans et cartes de la ville, ainsi que des pages permettant une passerelle vers les principaux liens internet de Turquie.

5. En raison d'une demande croissante, l'OUI propose des circuits originaux et personnalisés, individuels ou en petits groupes (en français, italien, espagnol, anglais, portugais, russe et même turc), réalisés par des personnes qualifiées qui vous feront sortir des sentiers battus du tourisme de masse. Par exemple, les quartiers ethniques «chauds», les marchés, les sites de la judéité stambouliote, la vie nocturne, l'architecture vernaculaire, ou encore des promenades écologiques et des découvertes hors les murs.

6. Depuis 1998, l'OUI a développé un partenariat avec le centre d'archives de la Banque Ottomane, présent sur l'internet à l'adresse suivante : [http://www.ottomanbank.com/Site\\_Map/Tanitim/tarihi\\_arastirma/tarihi\\_arastirma.html](http://www.ottomanbank.com/Site_Map/Tanitim/tarihi_arastirma/tarihi_arastirma.html), et cette

collaboration permet le scanning et la mise sur CD-Roms des plans de début de siècle d'Istanbul et plus généralement des principales villes turques.

7. Le fonds de l'OUI, riche de plus de 2000 volumes, comprend ouvrages et articles portant sur les domaines suivants :

### Documentation

- aménagements et projets urbains,
- annuaires et CD-ROM sur la recherche française sur la ville,
- architecture et histoire de l'art
- autres statistiques particulières,
- démographie, exode rural et migrations intra-urbaines,
- disquettes et recensements de la population,
- documents de la conférence Habitat II,
- documents et livres sur les *gender studies*,
- habitat précaire et gecekondu,
- histoire urbaine et architecturale,
- monographies de quartiers,
- revues et périodiques spécialisées,
- sociologie et anthropologies urbaines,
- thèses et maîtrises soutenues en France et en Turquie.

IAURIF - Louis Servant



Istanbul

### Cartographie

Le fonds de l'Observatoire comprend environ 700 documents qui se répartissent comme suit :

- atlas de la Turquie,
- cartes géologiques des régions de Turquie,
- cartes géopolitiques turques et américaines de l'Asie Centrale et des pays riverains,
- cartes historiques autrichiennes, allemandes, anglaises,
- cartes historiques ottomanes des provinces de l'empire,

- cartes topographiques des régions de Turquie,
- photos aériennes d'Istanbul,
- plans cadastraux d'Istanbul (1992) au 1/500 et 1/100,
- plans urbains d'assurance, Istanbul et Izmir (1905-1945),

### Publications

Lettre d'information de l'Observatoire urbain, environ 50 pages, trimestrielle, diffusion gratuite. ■

Toutes nos coordonnées :  
 Observatoire urbain d'Istanbul  
 IFEA, Nuru ziya sokak 22, PK 54 Beyoglu  
 Istanbul, tél : (00 90 212) 244 17 17 ext. 16,  
 fax : (00 90 212) 252 80 91,  
 mél : [observatoire.istanbul@usa.net](mailto:observatoire.istanbul@usa.net) -  
 mél : [blacher@club-internet.fr](mailto:blacher@club-internet.fr) - page web:  
<http://www.geocities.com/Vienna/6163>

## Les métropoles arabes maîtriseraient-elles mieux leur croissance ?

Jean-François Troin, Urbama, Tours

**Les sept premières grandes villes du monde arabe connaissent un ralentissement de leur croissance démographique et semblent donc victimes d'une surrestimation officieuse de leurs population. C'est ce que révèle une comparaison entre les projections des politiques ou des médias et la réalité constatée sur le terrain.**

Ainsi, Le Caire devrait passer de 10,3 millions d'habitants en 1990 à 12,8 en 2000, alors que la presse évoque couramment des volumes de 13 à 16 millions. Bagdad, seconde en importance, varierait aux mêmes dates de 4,2 à 5,5, sa très grande extension spatiale, du fait de l'étalement

des constructions, la faisant gratter de chiffres beaucoup plus élevés. Alexandrie, deuxième ville d'Egypte, resterait dans une fourchette de 4 à 4,5 millions. Casablanca a surpris en ne révélant lors du recensement de 1994 que 2,8 millions de citadins, alors qu'on la voyait entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle avec



**Maîtrise d'ouvrage communale et urbaine en Afrique** par Jean-François Tribillon.- Paris : ISTED, 1998.- 40 p. (Document de travail réalisé pour le Bureau des collectivités locales et développement urbain du ministère des Affaires étrangères - Coopération et francophonie)

Ce guide stratégique a pour ambition d'aider les communes urbaines à exercer leur métier de maître d'ouvrage, c'est à dire d'organisateur du développement local, limité ici à titre d'exemples à quelques domaines : la prestation de services publics, la construction d'ouvrages publics, la réalisation d'opérations d'aménagement.

→ Contact : *ISTED-Villes en développement, Arche de la Défense, 92055 La Défense Cedex France.*

**Patrimoine et action publique au centre des villes mexicaines** par Patrice Melé.- Paris : Editions de l'IHEAL/Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1998.- 324 p. (Coll. Travaux et Mémoires de l'IHEAL, n° 66). Les villes de la colonisation espagnole représentent la réalisation d'un projet d'ordre urbain et de prise de contrôle de l'espace et des hommes. Le modèle de centralité et le tracé colonial, qui donnaient une certaine homogénéité au fonctionnement des villes mexicaines sont, depuis plusieurs décennies déjà, remis en cause par la pression de la croissance urbaine, la dynamique des marchés du logement et l'éclatement des fonctions centrales. La pratique mexicaine de protection du patrimoine apparaît comme une des rares tentatives systématiques de protection de l'intégralité des espaces urbains de la fin du XIX<sup>e</sup> ou du début du XX<sup>e</sup> siècle. L'intégration des quartiers populaires centraux au sein des zones de protection a sanctionné la fin des grands programmes de rénovation sans toutefois permettre la mise en place de politiques de réhabilitation.

Prix : 160 FF.

→ Contact : *Editions de l'Institut des hautes études de l'Amérique Latine, 28 rue Saint Guillaume, 75007 Paris, France.*

**La question urbaine en Afrique australe.** Perspectives de recherche, édité par Ph. Gervais-Lambony, S. Jaglin, A. Mabin.- Paris : IFAS-Karthala, 1999.- 332 p.

Les textes rassemblés ici montrent qu'à partir de thématiques prioritaires différentes, les recherches urbaines françaises et d'Afrique australe convergent autour de questions communes : la démocratisation urbaine et ses conséquences sur la gestion et la réorganisation des pouvoirs; les politiques d'habitat aux prises avec des formes de ségrégations urbaines en constante recomposition; les incidences locales d'une «mondialisation» à la fois crainte et valorisée; les processus conflictuels de construction des identités dans les villes cosmopolites.

Prix : 160 FF

→ Contact : *Editions Karthala, 22-24 bd Arago, 75013 Paris, France.*

plus de 4 millions. Khartoum, gonflée par les cohortes de réfugiés devrait évoluer entre 2,2 et 3,3 aux mêmes dates, mais ici les incertitudes sont grandes et les estimations peu fiables. Alger semblerait assagie, passant de 2,2 à 2,5, mais le report de sa croissance sur sa périphérie fausse un peu la vision, le très grand Alger regroupant autour de 3,6 millions d'âmes. Enfin, Damas, selon les limites adoptées pour le décompte, oscillerait entre 2,2 et 3 millions en l'an 2000 et observerait une progression modérée.

On constate ainsi que les autorités gestionnaires des villes, relayées par le personnel politique et les médias, ont entretenu un certain catastrophisme à propos de l'évolution démographique des métropoles, vivant encore sur l'idée d'un afflux de ruraux vers les capitales, qui ne

se vérifie pas - sauf exception de Khartoum - et se basant sur des données qui datent fortement. Il n'y a rien de semblable dans le monde arabe à la démesure des mégapoles asiatiques et l'on peut parler pour les métropoles arabes d'un meilleur équilibre.

Ceci ne signifie pas pour autant que les problèmes d'aménagement urbain ne soient pas aigus et que des solutions urgentes ne doivent pas être apportées à certains d'entre eux, tout particulièrement dans les domaines de l'assainissement, du logement et des transports publics devenus partout obsolètes et trop négligés jusqu'à une époque récente.

Mais un intérêt nouveau devrait être porté aux villes moyennes qui, avec les petits organismes urbains, connaissent une expansion très rapide et des taux de

croissance élevés. Les citoyens des pays arabes ont d'ailleurs déjà reconnu l'importance quasi stratégique des villes de second et troisième rang pour la fourniture d'emplois et de logements plus accessibles.

Certains pays, disposant déjà d'une armature urbaine assez équilibrée - le Maroc, la Syrie par exemple - peuvent donner l'exemple d'une décentralisation bien tempérée des opérations urbanistiques. Les actions semblent ici quelque peu prendre le pas sur les discours, comme le montre au Maroc la création d'agences urbaines régionales. Mais les situations sont fort diverses, et des pays tels que l'Irak, l'Egypte, le Soudan auront sans doute plus de mal à rééquilibrer leurs efforts, du fait du poids de la ville primatale dans leur armature urbaine nationale. ■

## Association villes et territoires méditerranéens

L'association villes et territoires méditerranéens a réalisé un site Internet avec le soutien du Centre de documentation de l'urbanisme, Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction, ministère de l'Équipement, des transports et du logement, site hébergé par le CETE de Bordeaux.

Le site est en ligne depuis le mois de décembre et est en cours de test.

Sa conception ne se limite pas à une présentation des activités de villes et territoires méditerranéens sous forme de plaquette constituée d'un stock d'informations et de ressources qui «grossirait» au gré de l'avancement des activités de vtm, mais privilégie une approche plus dynamique faite de flux et d'échange. Il répond, en cela, aux objectifs et

à la philosophie d'action de vtm: constitution d'un réseau méditerranéen d'échanges et de ressources contribuant à la circulation, à la valorisation et à la coproduction des savoirs.

Le site permet, à travers une diffusion plus large et plus rapide, d'ouvrir les activités de vtm à un public plus diversifié tout en privilégiant son noyau dur ; à savoir le réseau vtm.

L'idéal, à terme, est que ce site devienne, par sa pertinence, un réceptacle actif d'information, de documentation et de ressources diverses relatives à nos champs d'activités et à notre territoire de référence, la Méditerranée, produites conjointement par le réseau vtm, ses partenaires ou tout organisme ou personne dont l'activité croise la nôtre et l'enrichit.

C'est un outil de veille permanente faite de repérage, de va-

lorisation, de diffusion et de partage des ressources.

Le site est constitué de trois entités constitutives du réseau vtm :

- l'association vtm en tant que pôle animateur du réseau et pôle régional ;
- le forum en tant que fédération de pôles associés ;
- les pôles associés en tant que personne ou organisme faisant partie du forum. Chacune de ces entités, tout en ayant un menu spécifique, cohabite sur le même site et reste en permanence visible pour être consultée.

→ Contact : *Association villes et territoires méditerranéens, 24 rue Montgrand, 13006 Marseille, France, tél. 33 (0) 4 91 14 30 20, fax. 33 (0) 4 91 33 29 91, avtm@club.internet.fr <http://www.vtm-asso.com>*

# DCT/ILO : le bureau du développement local et urbain

Nicolas Frelot, chef de bureau

**La réforme du dispositif français de Coopération effective en janvier 1999 a donné lieu à la création de la Direction générale de la coopération internationale et du développement (DGCID), à la réorganisation de la direction générale de l'administration du ministère des affaires étrangères et à une définition du rôle de l'Agence française de développement.**

La DGCID, qui regroupe les anciennes DGRCSST et Direction du développement, est structurée sur des pôles sectoriels. La Direction du développement et de la coopération technique, comprend trois sous-directions : coopération institutionnelle, développement économique et environnement, développement social et coopération éducative et une mission des études économiques et des appuis financiers.

Le bureau du développement local et urbain est situé au sein de la sous-direction de la coopération institutionnelle.

## Historique

Le bureau du développement local et urbain est issu pour sa composante majeure du bureau des collectivités locales et du développement urbain de la direction du développement du ministère délégué à la Coopération et à la Francophonie. Ce bureau créé en 1992 lors de la réforme du ministère de la Coopération couvrait un large éventail de secteurs : décentralisation, développement municipal, développement urbain, développement local en milieu urbain et rural et la coopération décentralisée.

## Compétences

Le champ de compétence du bureau du développement local et urbain s'étend aux secteurs suivants : développement urbain, développement local, développement municipal, décentralisation et déconcentration,

aménagement du territoire. Le dénominateur commun de l'approche de ces secteurs est le rôle stratégique de la démocratie locale et de l'émergence de véritables collectivités territoriales dans les transformations sociales politiques et culturelles qui permettront d'accompagner l'évolution des sociétés des pays partenaires vers un développement durable.

Le bureau a maintenant compétence sur l'ensemble du monde, comme l'ensemble des structures de la DGCID, et mène des projets de coopération sur le continent africain, mais aussi en Asie, au Proche et Moyen-Orient, en Europe centrale et orientale, et en Amérique.

## Articulations

Chaque agent du bureau gère un domaine de compétence dont la somme permet la mise en œuvre globale d'une politique de coopération dans le secteur de l'urbanisme et de l'émergence des collectivités locales. De par ses fonctions, ce bureau s'articule fortement avec les autres bureaux de la sous-direction, le bureau de l'état de droit et des libertés publiques et le bureau de l'ingénierie administrative. Une politique de coopération dans le domaine de la décentralisation et des collectivités locales ne peut être conçue et menée que dans le cadre d'une politique de coopération en matière de réforme de l'Etat. Il s'articule aussi fortement avec la sous-direction du développement économique et de l'environnement, notamment sur tous les aspects techniques liés à la coopération urbaine, les services urbains (eau, électricité, transports, assainissement, déchets...) sont traités en matière de politique de l'environnement par DCT/E, et de façon sectorielle par DCT/ILO en liaison avec l'Agence française de développement. L'AFD finance les investissements nécessaires sous forme de prêts ou de dons, la DGCID intervient sur les aspects institutionnels liés notamment à la gestion de ces investissements.

La mission des études économiques et des appuis financiers et le bureau DCT/ILO doivent engager des études et projets en commun sur la problématique des finances locales. La sous-direction de la coopération culturelle et du français (DCCF) qui est tête de file pour les projets liés au patrimoine et à l'architecture est un partenaire incontournable pour DCT/ILO. Les interventions du bureau se situent dans le cadre du renforcement de capacité de maîtrise d'ouvrage des collectivités locales et des opérateurs privés qui interviennent pour la mise en valeur des centres anciens dans une optique de développement local.

La mission pour la coopération décentralisée et non gouvernementale doit également devenir un partenaire associé aux projets de coopération dans le domaine du développement local et de l'aménagement du territoire qui sont développés par le bureau. ■

## Séminaires



### Les villes mondiales compétitives

Congrès organisé du 19 au 21 mai, à la banque Mondiale, Washington D.C., par la banque Mondiale, le World Economic Development Congress, la revue Urban Age, DC Agenda et l'Université George Washington. L'objectif en est d'aider les grandes métropoles mondiales à développer leur compétitivité dans le contexte d'une économie mondialisée. Il insistera notamment sur des points tels que la mobilisation des investissements internationaux et la mise en œuvre de partenariat entre les Etats et les entreprises et investisseurs internationaux.  
→ Contact : Malcolm Locke, Director, World Competitive Cities Congress Secretariat  
fax : 1 781 869 7414 mél : m.locke@worldcongress.com

### Villes du monde, Cités des hommes

Avec le sous-titre «Gouverner, rassembler, intégrer», l'INTA (Association internationale du développement urbain) organise son 25<sup>e</sup> congrès à Lyon, du 6 au 10 juin 1999. Il aura pour thème central l'intégration des hommes dans la ville par l'action économique, la culture, la communication, l'éducation, l'organisation urbaine et la participation citoyenne. Il a l'ambition, dans la continuité des grandes rencontres internationales du développement urbain (HABITAT II, AFRICITES à Abidjan...), de faire se rencontrer les praticiens du développement et de la gestion urbaine - ministres, maires, directeurs de services techniques, responsables d'ONG, responsables d'entreprises privées - des cinq continents.

→ Contact : Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise, 18 rue du Lac-BP 3129, 69402 Lyon Cedex 03, France, fax : 33(0)4 78 63 40 83, mél : agence@urbalyon.org

### Développement local en milieu urbain

La formation des élus locaux, du personnel d'appui aux collectivités locales et les autres acteurs du développement local en milieu urbain incluant les associations de base et les ONG occupe une place importante dans le nouveau programme de l'Institut africain de gestion urbaine. Des modules de formation sont préparés autour de thèmes tels que : la décentralisation, le partenariat public-privé dans la gestion de l'environnement urbain, le processus de planification et de gestion de l'environnement local...

→ Contact : IAGU, BP 7263 Dakar, Sénégal, tél : (221) 824 44 24, fax : (221) 825 08 26, mél : iagu@cyg.sn

## Cameroun : Appui au développement des collectivités locales

Ce projet doit permettre d'améliorer l'autonomie effective des collectivités locales camerounaises. Deux grands axes d'intervention ont été retenus : un appui institutionnel au ministère de l'Administration territoriale et au ministère de l'Urbanisme et de l'Environnement pour un transfert effectif de compétences aux collectivités décentralisées ; le renforcement des capacités de gestion des deux communautés urbaines de Yaoundé et de Douala, appui étendu à quatre villes secondaires : Limbe, Edéa, Garoua et Bertoua. Les actions sont articulées avec les interventions des différents bailleurs de fonds (dont l'Union européenne) impliqués dans la relance du «Projet de développement urbain» initié par la banque Mondiale.

## Mozambique : Développement municipal des capitales provinciales

Ce projet accompagne la politique de décentralisation menée par le gouvernement mozambicain. Il s'inscrit dans la continuité du précédent FAC « appui aux institutions urbaines et au développement social des quartiers à Maputo ». Il prévoit la mise en oeuvre de l'adressage des villes de Beira, Nampula, Pemba et Quélimate ainsi que la prise en charge d'un programme de formation des agents municipaux à la gestion technique des villes.

## Développement municipal, finances locales et promotion des économies locales

Conçu comme un appui au PDM (Programme de développement municipal - Afrique de l'Ouest et centrale) dans le cadre du soutien de la France aux processus de décentralisation en cours en Afrique, le projet vise à consolider et structurer le mouvement municipal ainsi que les associations de pouvoirs locaux ; développer des instruments d'évaluation des économies locales au bénéfice des élus et autres responsables locaux ; mettre en place un observatoire régional des finances locales dans la zone UEMOA (Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest).

## Concertation ferroviaire en Afrique subsaharienne

Cette réunion organisée à Bamako, du 22 au 25 février 1999 par l'ISTED et la Régie des chemins de fer du Mali, avec la contribution du ministère français des Affaires étrangères, s'est déroulée en deux temps :

- un séminaire sur le thème des contrats fournisseurs, pour cadres juristes, responsables des approvisionnements, ou des marchés,
- une réunion pour dirigeants ferroviaires sur le thème de la valeur de l'entreprise du point de vue de l'investisseur privé.

8 réseaux étaient représentés (soit 10 pays d'Afrique subsaharienne francophone et de Madagascar), ainsi que des organisations internationales. Commission économique pour l'Afrique (CEA), l'Ecole supérieure africaine des cadres de chemins de fer (ESACC-GT), les bailleurs de fonds (AFD) et ministère français (METL).

→ Contact : Béatrice Adoléhomé, responsable du Pôle Transport de l'ISTED, mél : [beatrice.adolehoume@i-carre.net](mailto:beatrice.adolehoume@i-carre.net)

## Atelier international «Métropoles en mouvement»

Dans la continuité d'une action de recherche appuyée par l'IRD (ex-ORSTOM) et le CNRS/PIR-Villes sur Bogota en Colombie et Delhi en Inde, un atelier destiné à favoriser une approche comparative des dynamiques métropolitaines dans les différentes régions du monde, a été organisé à l'IRD du 2 au 4 décembre 1998. Quatre sessions évoquaient : les stratégies et choix résidentiels ; l'expansion spatiale et la redistribution des densités ; la ségrégation résidentielle et la spécialisation fonctionnelle de l'espace métropolitain ; les politiques urbaines et les acteurs non institutionnels.

→ Contact : Véronique Dupont, IRD-Département CVD, 213 rue La Fayette 75010 Paris, France, fax 33(0)1 48 03 78 32, mél : [dupont@bondy.orstom.fr](mailto:dupont@bondy.orstom.fr)

## Inventaire de la recherche et de l'expertise

Deux études, commandées par la direction des Relations culturelles, scientifiques et techniques du ministère des Affaires étrangères viennent de sortir.

L'une, réalisée par un consultant, Jean-Luc Perramant, est un « Répertoire des bureaux d'études et des ONG pouvant répondre aux appels d'offres multilatéraux dans le domaine du développement social urbain. Synthèse des entretiens et propositions de partenariat, sept.98 ». Elle vise à pallier le manque de réponses françaises aux appels d'offres internationaux et à proposer une mise en commun de moyens et de compétences nécessaires pour assurer de telles réponses.

L'autre, sur cofinancement du MAE et de l'IRD par Bernard de Gouvello, « Coordination de la recherche urbaine française sur les pays en développement. Etat des lieux et propositions, oct. 98 » s'inscrit dans la perspective dégagée par le groupe «Villes» du Comité national de coordination de la recherche pour le développement et souligne la nécessité de mieux valoriser une nébulose de lieux de recherche très diffuse.

→ Contact : Rapport Perramant, Bureau DCT/ILO, MAE, 20 rue Monsieur, 75700 Paris 07SP, France, fax : 33(0)1 53 69 41 51. Rapport de Gouvello, Gérard La Cognata Sous-dir. SUR/, MAE 244 boulevard Saint Germain 75303 Paris 07SP, France, fax : 33(0)1 43 17 89 37.

## Association de Professionnels Développement urbain et coopération

La journée annuelle d'étude se tiendra le 3 sept. 99 - probablement dans les locaux de l'ENPC - sur le thème « Villes du Nord et du Sud : quelle formation, quelle recherche ? » → Contact : AdP, c/o Villes en développement.

## Séminaire des Experts européens en développement urbain Bonn 1<sup>er</sup>-2 mars 1999

Les experts européens en développement urbain ont tenu leur 5<sup>e</sup> réunion à Bonn, les 1<sup>er</sup> et 2 mars 1999, sous la présidence de Michaël Parkes de la DG VIII. Neuf pays étaient représentés : Allemagne, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne, France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Suède. Etaient présents les représentants de la Suisse en tant qu'observateur, et de la FMCU.

Etaient invités à cette réunion : Mr Töpfer, Directeur exécutif de l'UNCHS, Mme C. Wilander de la DGIB - Environnement de la Commission européenne.

Le groupe a validé le document préparé et déjà présenté à Rome « Urban Development Policy for European Commission co-operation » qui sera soumis à la Commission Européenne.

Un premier projet de guidelines devant accompagner ce document a été soumis pour remarques.

L'Allemagne, pays invitante, a présenté sa politique en matière de coopération urbaine et a annoncé l'organisation d'une conférence internationale sur la ville « Urban 21 » en juillet 2000 à Berlin.

M. Töpfer a fait le point de la mission sur la « revitalisation » de l'UNCHS et des nouvelles orientations du Centre en vue d'Habitat+5. Une réunion prévue en juillet 99, en Suède devrait valider l'ensemble du document « Urban development Policy for European commission co-operation » et guidelines.

## Concepts et modèles de la gestion urbaine dans le contexte des pays en développement Venise, les 11 et 12 mars 1999

L'atelier a réuni 84 délégués, principalement membres de N'AERUS (Network-Association of European Researchers on Urbanisation in the South) mais aussi représentants d'ONG, de Banques de développement et de programmes des Nations Unies, pour tenter d'identifier et d'organiser une approche qui tienne compte de la diversité des positions au sein de la communauté européenne des chercheurs, sur le rôle des villes dans le développement, le rôle de la gestion urbaine et celui de la recherche sur la gestion urbaine. Les membres de N'AERUS ont notamment souligné l'importance de la contribution des chercheurs dans la formulation, la mise en oeuvre et l'évaluation des stratégies de coopération urbaine de l'Europe et des coopérations bilatérales.

Les papiers, présentés ou discutés lors de la réunion sont disponibles sur le site Web de N'AERUS, <http://obelix.polito.it/forum/n-aerus>

Institut des Sciences  
et des Techniques  
de l'Équipement  
et de l'Environnement  
pour le Développement

Financé par les ministères



Ministère  
de l'Équipement,  
des Transports  
et du Logement



Directeur de publication :  
Jean Smagghe, président de  
l'ISTED

Rédacteur en chef :  
Claude Pralraud, de l'Association  
de Professionnels Développement  
urbain et Coopération (AdP)

Comité de rédaction :  
Chantal Barbieux,  
Xavier Crépin,  
Nicolas Frelot,  
François Lamoise,  
François Noisette,  
Françoise Reynaud.

Secrétaire de rédaction et PAO :  
Christiane Graechen-Rebel

Impression : Le Clavier  
ISSN 1151 - 1672

Abonnement : 120 F  
4 n° par an

ISTED  
Centre de documentation  
et d'information  
"Villes en développement"  
Arche de la Défense,  
92055 Paris-la-Défense Cedex  
France

Tél. (33) 1 40 81 15 74  
Fax. (33) 1 40 81 15 99  
<http://www.isted.3ct.com>  
[ved@isted.3ct.com](mailto:ved@isted.3ct.com)